

RESEAU DES OBSERVATOIRES DE L'EGALITE DE GENRE (ROEG)

Fiche descriptive du projet
2011 - 2015 et cadre logique



ROEG Réseau des Observatoires
de l'Égalité de Genre

www.observatoiresdugendre.com

genre
en ACTION

RESEAU DES OBSERVATOIRES DE L'EGALITE DE GENRE (ROEG)

Un projet présenté par l'association Genre en Action

Contact

Marlène Menoux

Coordinatrice

coordination@genreenaction.net

Genre en Action

LAM/IEP

11 allée Ausone 33607 Pessac

+33 (0)5 56 84 82 20

www.genreenaction.net

TABLE DES MATIERES

RESEAU DES OBSERVATOIRES DE L'EGALITE DE GENRE (ROEG)	1
TABLE DES MATIERES	2
Genre en Action	3
I. RESEAU DES OBSERVATOIRES DE L'EGALITE DE GENRE	4
A. Résumé du projet	4
B. Principales informations du projet	5
C. Observatoires membres du projet ROEG	6
II. PRESENTATION DU PROJET	7
A- Le contexte	7
B- Localisation du projet	8
C- Calendrier du projet	8
D- Description du projet	8
1- Objectifs du projet	8
2- Résultats attendus et principales activités	8
3- Bénéficiaires et groupes cibles	11
D- Modalités de mise en œuvre	12
1. Communication et capitalisation	12
2. Impact du projet	12
3. Pérennité du projet et stratégie de sortie	13
4. Modalités de pilotage, de suivi et d'évaluation prévues par le projet	14

Genre en Action

Genre en Action est un réseau international francophone dédié aux enjeux de genre et de développement créé en 2003 et qui rassemble 4000 membres (personnes physiques et morales) dans plus de 50 pays, principalement francophones. La mission de Genre en Action est de mettre en réseau, d'informer et de renforcer les capacités des acteurs et actrices francophones du développement dans le but d'améliorer et d'accroître l'intégration d'une approche genre dans leurs initiatives.

L'association Genre en Action a été créée en 2009 par des membres actifs du réseau Genre en Action, L'association œuvre pour une meilleure connaissance et une prise en compte effective de l'approche de genre dans le développement. Sa mission est d'accroître les capacités des acteurs et actrices francophones du développement afin de renforcer l'intégration de l'approche de genre dans leurs initiatives et de les accompagner dans la promotion de l'égalité de genre des femmes et hommes. Pour ce faire, elle établit des liens solides et durables entre les différentes familles en jeu : organisations de promotion des droits des femmes, ONG, expert-e-s, bailleurs, organisations internationales, agences de développement.

Genre en Action poursuit cinq objectifs principaux :

- Susciter une dynamique d'observatoires des inégalités en francophonie ;
- Renforcer les connaissances et les compétences des acteurs et actrices en genre ;
- Fournir aux organisations gouvernementales et non gouvernementales un espace d'échanges et de débats, afin d'appuyer des actions de plaidoyer en faveur de l'égalité femmes-hommes ;
- Augmenter significativement la participation et les perspectives francophones dans les processus et événements internationaux sur le développement et le genre ;
- Améliorer la prise en compte du genre dans la politique de coopération et d'aide au développement dans tous les secteurs de la politique nationale française.

Actuellement, les principaux projets de Genre en Action sont :

- Animation d'un réseau francophone « genre et développement » (échanges, plaidoyer, formations)
- Gestion d'un centre de documentation numérique Observ'action (<http://www.observaction.org>)
- Recherche-action et renforcement des capacités (ex. dans le domaine des violences de genre en milieu scolaire et de l'impact des politiques macroéconomiques sur l'égalité de genre).
- Développement du réseau des Observatoires de l'Égalité de Genre (ROEG) dans les pays francophones (www.observatoiresdugendre.com).

Le site internet de Genre en Action (www.genreenaction.net) est actuellement le principal outil de communication du projet.

Pour plus d'informations, voir l'Annexe 3 et consulter le rapport d'activités 2013¹ de Genre en Action.

¹ http://www.genreenaction.net/IMG/pdf/rapport-activites2013_genreenaction.pdf

I. RESEAU DES OBSERVATOIRES DE L'EGALITE DE GENRE

A. Résumé du projet

Partout dans le monde, les inégalités de genre sont en très grande majorité au détriment des femmes. Globalement, il existe encore peu de données générées par des organismes fiables et indépendants. Quand ces données existent, la société civile n'a pas les mécanismes de pression suffisants pour s'en servir afin d'influencer les politiques publiques. Cette situation est particulièrement avérée dans les pays francophones où la société civile rencontre d'énormes difficultés à insuffler et mesurer le respect des conventions internationales sur le genre. Les observatoires indépendants notamment sont en déficit de compétences techniques et de leviers politiques qui leur permettraient de jouer pleinement leur rôle.

La connaissance et l'analyse des inégalités de genre par la société civile, que ce soit au niveau politique, économique, social ou culturel, sont indispensables pour assurer la redevabilité des gouvernements sur l'égalité de genre. Des mécanismes sont en place, en lien avec le niveau international (pour le suivi de la CEDEF/CEDAW par exemple). Certains pays francophones possèdent des observatoires de l'égalité (des droits des femmes, de la parité). Mais ces observatoires restent rares, peu coordonnés. Certains champs d'observation des inégalités sont négligés. Le suivi de la mise en œuvre des OMD (2005 – 2015) ciblant le genre a montré la faiblesse des mécanismes nationaux et locaux indépendants face aux mécanismes « officiels » et institutionnels. Les processus et les objectifs de l'agenda post-2015 ne doivent pas connaître le même sort et doivent faire l'objet d'un suivi rapproché de l'égalité de genre de la part de la société civile.

Pour contribuer à l'amélioration de cette situation, l'Association Genre en Action a lancé le projet de Réseau des Observatoires de l'Egalité (ROEG) (2011-2015). Ce projet est co-financé par l'Agence Française de Développement dans le cadre du soutien à la structuration du milieu associatif. D'autres partenaires financiers ont soutenu le projet, notamment Bridge (UK), le CIT/ILO de Turin, et ONU-femmes. Ce projet a pour ambition de constituer un réseau dynamique des observatoires de l'égalité de genre dans les pays francophones afin de renforcer les dispositifs de mesure et d'alerte sur l'égalité de genre. Dans une démarche de recherche-action favorisant le dialogue sud-sud, le projet souhaite renforcer les outils et les compétences des organisations de la société civile en particulier impliquées dans l'observation, l'analyse et la diffusion des informations sur les inégalités de genre. Le but est que ces observatoires, organisés en réseau, influencent les politiques publiques et soient des leviers de la redevabilité des gouvernements envers leurs engagements nationaux et internationaux.

Dans cette optique, le projet ROEG mobilise les compétences et les outils d'observatoires existants ou en construction pour une démarche originale et inédite de renforcement des observatoires de la société civile, en lien avec des institutions concernées (gouvernements, acteurs de la décentralisation, centres de recherche, agences de financement etc.).

B. Principales informations du projet

Titre du projet	Réseau des Observatoires de l'Égalité de Genre
Zone géographique	Afrique Francophone (Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Madagascar, Maroc, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie), Haïti, France
Porteur du projet	Genre en Action
Objectif principal	Contribuer à la justice sociale pour les femmes et les hommes en favorisant l'intégration du genre et la pleine participation des citoyens des deux sexes dans les politiques, programmes et projets de développement.
Objectifs spécifiques	Le projet ROEG a pour ambition de constituer un réseau dynamique des observatoires francophones de l'égalité de genre afin de renforcer les dispositifs de mesure, de veille et d'alerte sur l'égalité de genre. Dans une démarche de recherche-action favorisant le dialogue sud-sud, le projet souhaite renforcer les outils et les compétences des organisations de la société civile en particulier impliquées dans l'observation, l'analyse et la diffusion des inégalités de genre. Le but est que ces observatoires, organisés en réseau, influencent les politiques publiques et soient des leviers de la redevabilité des gouvernements envers leurs engagements nationaux et internationaux.
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet recense et analyse les observatoires de genre – ou qui prennent le genre en compte – existants ou en phase de construction ; • Le projet sensibilise et mobilise des acteurs et utilisateurs des observatoires et favorise une dynamique collégiale et l'émergence d'outils de travail ; • Le projet permet la formation des personnes déjà impliquées dans des observatoires de genre et agit comme outil de communication à l'égard des décideurs et des différents acteurs, à travers les médias, les TIC et le plaidoyer à divers niveaux. L'appropriation de l'approche genre est stimulée par l'utilisation de l'ensemble des données récoltées ; • Le projet permet le suivi de l'amélioration du fonctionnement des observatoires et de leur influence sur les politiques et programmes de développement, au Nord et au Sud par la mise à disposition de données pertinentes, par l'interpellation et la fonction de veille et d'alerte, avec un accent particulier sur la préparation de l'agenda post-2015.
Bénéficiaires	<p>Bénéficiaires directs : Les observatoires francophones du genre issus de la société civile, mixtes ou institutionnels ; le secteur public (ministères sectoriels, agences nationales et collectivités locales).</p> <p>Bénéficiaires indirects : Les agences et institutions bilatérales et multilatérales ; l'ensemble des citoyens et citoyennes francophones.</p>
Dates du projet	Mai 2011 – Avril 2015
Budget du projet	Budget total : 300 000 €

C. Observatoires membres du projet ROEG

1. Action pour la Promotion et le Développement de la Femme – Togo
2. Association d'Appui et d'Eveil PUGSADA - Burkina Faso
3. Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (AFARD) – Sénégal
4. Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche et le Développement (AFTURD) - Tunisie
5. Centre régional de recherche et de documentation sur les femmes, le genre, et la construction de la paix dans la région des Grands Lacs – République Démocratique du Congo
6. Gender Lenses - Cameroun
7. Genre, parité et leadership féminin – Côte d'Ivoire
8. Leadafricaines – Côte d'Ivoire
9. Observatoire de l'éducation - Burkina Faso
10. Observatoire de l'intégration de la dimension genre et de l'emploi – Burundi
11. Observatoire des relations de Genre – Sénégal
12. Observatoire du genre en Afrique Centrale – Tchad
13. Observatoire du genre et de l'inclusion sociale – Cameroun
14. Observatoire genre et développement Saint Louis – Sénégal
15. Observatoire genre et gouvernance démocratique – Maroc
16. Observatoire marocain des violences faites aux femmes – Maroc
17. Observatoire National de la Parité (ONP) – Sénégal
18. Observatoire régional du genre de la région de Matam – Sénégal
19. Observatoire Simiralenta – Madagascar
20. Plateforme pour la Participation des Femmes dans les Instances de prises de décisions au Bénin (PFID) – Bénin
21. Réseau national de Soutien à la Participation Politique des femmes au Cameroun / Network for More Women in Politics (NMWP)- Cameroun
22. Réseau rhônalpin genre et développement – France
23. Rezo Famn Kapab Dayiti – Haïti
24. Sendesal, Uruguay
25. WILDAF (Sénégal)

La localisation et les fiches des observatoires sont consultables à partir de la carte des observatoires sur le site internet du ROEG (<http://www.observatoiresdugendre.com/>).

II. PRESENTATION DU PROJET

A- Le contexte

Que ce soit au niveau politique, économique, social ou culturel, tous les pays du monde sont marqués par des inégalités de genre, en très grande majorité au détriment des femmes. Or, en 2014, force est de constater que, dans la plupart des contextes, les réalités des rapports de genre sont encore finalement peu connues et maîtrisées. Pourtant, cette connaissance est indispensable, l'observation des rapports de genre nous renseignant sur les forces, souvent subtiles, qui induisent des mécanismes et comportements qui méritent d'être étudiés de près. Aujourd'hui, il apparaît donc primordial de mesurer, recenser et évaluer les inégalités et leur évolution, afin de les rendre visibles et, donc, réelles aux yeux de toutes et de tous, d'en faire un objet tangible et un objectif clé des politiques publiques et d'en mesurer les effets.

Aujourd'hui, divers systèmes ou mécanismes permettent l'observation des inégalités et de l'égalité genre au niveau international et national. Le rapport Humain du PNUD par exemple intègre des indicateurs de genre depuis 1995 pour tous les pays². L'Index des Institutions et de l'Égalité homme-femme (ISE) de l'OCDE³ produit 12 indicateurs qui se centrent sur les causes principales des inégalités. D'autres publications, le Gender Gap Report du World Economic Forum⁴ et le rapport de la Banque Mondiale⁵ par exemple, fournissent annuellement des indicateurs dans différents domaines. Depuis 2005, le suivi des OMD a mobilisé les pays dans la formulation d'indicateurs relatifs aux femmes et au genre. Les pays sont également engagés à fournir des rapports pays réguliers dans le cadre de la CEDEF (CEDAW). En Afrique spécialement, la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA) a lancé l'IDISA en 2004, et plus de 25 pays sont inclus dans l'initiative⁶. Des plateformes d'observation se mettent en place dans les pays. Les processus de décentralisation en marche dans les pays francophones d'Afrique Subsaharienne posent désormais la question du suivi du genre au niveau local.

Les mécanismes d'observations et de fabrication des indicateurs sont souvent liés à l'action gouvernementale. Cependant, de par le monde, de plus en plus d'organisations de la société civile ressentent le besoin de mettre en place des observatoires pour mesurer les différentes dimensions de l'égalité de manière indépendante et jouer leur rôle de sentinelle auprès des gouvernements.

Les pays francophones sont en retard sur les mécanismes d'observation, qu'ils soient portés par les Etats et/ou la société civile. En 2008, les recommandations des participant-e-s à la conférence internationale de l'OIF « Du dire au faire » ont réitéré la nécessité de mettre en place des mécanismes indépendants et performants pour mesurer les inégalités, veiller à l'application des textes et motiver l'intégration du genre dans les politiques publiques.

Le projet a pour vocation d'identifier, de rassembler et mettre en réseau ces observatoires émergents de la société civile afin de renforcer leur capacité d'action et d'influence auprès, à côté et indépendamment des observatoires institutionnels comme leviers de la redevabilité des gouvernements envers leurs engagements nationaux et internationaux, et plus particulièrement dans la perspective de l'agenda post 2015.

² <http://hdr.undp.org/en/data>

³ <http://www.oecd.org/fr/social/pauvrete/lindexinstitutionsocialesetegalitehomme-femmeisedelocde.htm>

⁴ <http://www.weforum.org/issues/global-gender-gap>

⁵ <http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/EXTWDRS/EXTWDR2012/0,,menuPK:7778074~pagePK:7778278~piPK:7778320~theSitePK:7778063~contentMDK:22851055,00.html>

⁶ http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/agdi_book_french_011005.pdf

B- Localisation du projet

Le projet vise les observatoires de tous les pays francophones, principalement en Afrique subsaharienne. Il intervient spécifiquement auprès d'observatoires partenaires du projet dans les pays suivants : Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, France, Haïti, Madagascar, Maroc, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie (voir liste des partenaires en annexe 2).

C- Calendrier du projet

Durée totale du projet : 48 mois (1^{er} mai 2011 – 30 avril 2015)

Durée phase 3 : 10 mois (juillet 2014 – 30 avril 2015)

D- Description du projet

1- Objectifs du projet

Objectif global : Contribuer à la justice sociale pour les femmes et les hommes en favorisant l'intégration du genre et la pleine participation des citoyens des deux sexes dans les politiques, programmes et projets de développement.

Objectif spécifique : Le projet ROEG a pour ambition de constituer un réseau dynamique des observatoires de l'égalité de genre afin de renforcer les dispositifs de mesure et d'alerte sur l'égalité de genre. Dans une démarche de recherche-action favorisant le dialogue sud-sud, le projet souhaite renforcer les outils et les compétences des organisations de la société civile en particulier impliquées dans l'observation, l'analyse et la diffusion des inégalités de genre. Le but est que ces observatoires, organisés en réseau, influencent les politiques publiques et soient des leviers de la redevabilité des gouvernements envers leurs engagements nationaux et internationaux.

2- Résultats attendus et principales activités

Le cadre logique du projet résume les différents résultats attendus du projet, et décline les activités qui permettront la réalisation de ces résultats, ainsi que les indicateurs qui permettront la mesure des progrès et succès réalisés :

Résultat 1 : Le projet de « Réseau d’Observatoires de l’Egalité de Genre » recense et analyse les Observatoires de genre – ou qui prennent le genre en compte – existants ou en phase de construction	
Activités	1.A. Identification et mise en réseau des observatoires partenaires
	1.A.1. Recrutement d'observatoires partenaires en vue de leur intégration au Réseau
	1.A.2. Elaboration, mise à jour et publication des fiches d'identité des observatoires membres du Réseau
	1.A.3. Elaboration, compilation et valorisation de documents de référence par observatoires membres
	1.B. Etude comparative des observatoires : champs d'observation, enjeux, leviers , obstacles et bonnes pratiques
	1.B.1. Identification des parties prenantes à l'étude
	1.B.2. Conduite de trois discussions en ligne sur le fonctionnement et l’organisation des observatoires, leurs méthodologies et indicateurs, les leviers et obstacles rencontrés
	1.B.3. Etudes de cas affinées
	1.C. Elargissement de l’annuaire des observatoires à travers l’identification de structures hors ROEG impliquées sur le genre et/ou l’égalité femmes-hommes, y compris des observatoires issus d’autres sphères linguistiques
	1.C.1 Repérage d’observatoires dans et hors de l’espace francophone
Indicateurs	10 observatoires sont étudiés dans au moins 8 pays
	1 document présente les résultats de l’étude et est publié et diffusé auprès d’au moins 1500 personnes/institutions partenaires
	Au moins 15 observatoires sont prêts à s’engager activement dans la suite du projet
	L’annuaire du ROEG contient au moins 30 observatoires recensés dans au moins 10 pays, dont des pays non francophones
Résultat 2 : Le projet de « Réseau d’Observatoires de l’Egalité de Genre » sensibilise et mobilise des acteurs et utilisateurs des observatoires et favorise une dynamique collégiale et l’émergence d’outils de travail	
Activités	2.A. Mise en réseau des observatoires partenaires pour une dynamisation nationale, régionale ou francophone
	2.A.1. Mise en place d'un site internet pour le réseau
	2.A.2. Collaborations sur la réalisation d'études ou de recherches collectives sur des zones géographiques spécifiques et/ou des thématiques innovantes
	2.A.3. Pilote pour la mise en place de deux pôles de l’observation du genre
	2.B. Promotion des échanges d'expériences et bonnes pratiques
	2.B.1. Elaboration de fiches techniques destinées aux observatoires existants ou prospectifs
	2.B.2. Organisation et mise en œuvre d’un atelier de restitution de l'étude ouvert à la société civile, aux institutions locales, nationales et régionales et internationales
	2.B.3. Elaboration d'un <i>vademecum</i> autour des observatoires de l'égalité
	2.C. Mise en place d'une dynamique collégiale des observatoires et de leurs partenaires ou utilisateurs pour l'intégration du genre dans le post-2015

	2.C.1. Organisation d'un atelier ouvert sur "Observation et analyse des inégalités de genre dans les OMD : quelles pistes pour l'après 2015 ? " lors de la 58ème CSW (mars 2014)
	2.C.2. Lancement d'une discussion en ligne ouverte aux francophones sur le genre dans l'agenda post-2015
	2.C.3. Organisation d'un atelier régional sur "Le rôle des observatoires dans la définition, la mise en œuvre et le suivi de l'après 2015"
Indicateurs	1 site internet dédié au projet est en ligne et le suivi de son utilisation est positif
	2 pôles-pays pilotes de l'observation du genre sont en place dans deux pays d'Afrique francophone
	50 personnes d'au moins 10 pays ont participé à l'atelier de restitution de l'étude comparative
	1 <i>vademecum</i> destiné aux observatoires est réalisé et diffusé au niveau international francophone
	50 personnes participent à la discussion en ligne sur le post-2015
	2 ateliers sur l'observation du genre et le post-2015 sont organisés et accueillent au total 150 participant-e-s
Résultat 3 : Le projet de « Réseau d'Observatoires de l'Égalité de Genre » permet la formation des personnes déjà impliquées dans des observatoires de genre et agit comme outil de communication à l'égard des décideurs et des différents acteurs, à travers les médias, les TIC et le plaidoyer à divers niveaux. L'appropriation de l'approche genre est stimulée par l'utilisation de l'ensemble des données récoltées.	
Activités	3.A. Formation des responsables et technicien-ne-s des observatoires impliqué-e-s dans la collecte, l'analyse et le plaidoyer à partir des données, y compris à travers des formations en ligne
	3.A.1. Cycle de formation sur l'observation du genre dans la macroéconomie et le suivi de la budgétisation sensible au genre
	3.A.2. Formation thématique en ligne sur l'observation des violences de genre en milieu scolaire
	3.B. Création d'une plateforme en ligne "Observ'action : Centre de documentation numérique francophone Genre & développement "
	3.B.1. Mise en place et alimentation de la plateforme en ligne
	3.B.2. Renforcement des liens et syndications avec d'autres sites et plateformes
	3.C. Formation des acteurs issus de la société civile à la mise en place d'observatoires de l'égalité
	3.C.1. Formation de formateurs-trices sur la création et la mise en œuvre d'observatoires du genre (sur la base du vademécum et du référentiel de formation de formateurs élaboré par Genre en Action et des partenaires)
	3.C.2. Evaluation participative de la boîte à outils et adaptation post-formation
Indicateurs	50 personnes impliquées dans 10 observatoires participent aux cycles de formation et voient leurs capacités renforcées
	12 observatoires dans 10 pays bénéficient des informations et outils diffusés par le réseau
	La plateforme Observ'action est en ligne et le suivi de son utilisation est positif, avec au moins 200 visites par mois, en évolution croissante au fil des mois

	1 formation de formateurs-trices sur les observatoires de l'égalité est organisée pour au moins 10 personnes issu-e-s d'au moins 5 pays francophones
Résultat 4 : Le projet de « Réseau d'Observatoires de l'Égalité de Genre » permet le suivi de l'amélioration du fonctionnement des observatoires et de leur influence sur les politiques et programmes de développement, au Nord et au Sud par la mise à disposition de données pertinentes, par l'interpellation et la fonction de veille et d'alerte.	
Activités	4.A. Formulation collective d'une démarche de plaidoyer en faveur des observatoires
	4.A.1. Elaboration collective d'un argumentaire en faveur du soutien et de l'implication des observatoires de l'égalité dans le processus post-2015
	4.A.2. Plaidoyer en faveur de la promotion de la démarche des observatoires de l'égalité
	4.B. Élaboration collective d'outils d'observation de la prise en compte de l'approche genre par/pour les acteurs francophones du développement, à tous les niveaux (pratiques, politique, personnel et dirigeants bénévoles...)
	4.B.1. Pilote sur l'intégration des questions de genre dans la coopération décentralisée
	4.B.2. Développement de fiches pays sur l'intégration du genre au niveau national, avec des zooms thématiques, y compris à travers des partenariats
	4.B.3. Elaboration d'un cadre de suivi collectif de l'intégration du genre dans le processus post-2015, par et pour les observatoires
Indicateurs	Le dialogue entre les observatoires et les décideurs est renforcé et se traduit par une augmentation du nombre de sollicitations émanant des décideurs vers les observatoires
	Au moins 10 fiches pays sont réalisées et mises à jour régulièrement
	Les fiches pays sont diffusées largement et leurs données sont reprises dans les documents de politiques stratégiques dans au moins 3 pays
	Pour au moins un tiers des membres du ROEG, la qualité et la quantité des liens entre les observatoires et les offices nationaux de statistiques s'améliore

3- Bénéficiaires et groupes cibles

Les bénéficiaires directs visés par ce projet sont les structures de la société civile avec lesquelles le projet travaille. Ce sont une quinzaine d'observatoires nationaux ou locaux devenus membres du ROEG. Ces structures issues de la société civile et/ou institutionnelles jouent un rôle d'observatoire des inégalités de genre, à titre principal ou secondaire, de manière globale ou dans un domaine spécifique. (cf. en introduction de ce document).

Les structures institutionnelles, directement impliquées dans les observatoires de genre dans les pays francophones sont également visées. Par leur mise en réseau, leur formation, l'échange de pratiques avec d'autres observatoires, la capitalisation des bonnes pratiques en matière d'observation du genre, par une meilleure visibilité et reconnaissance conférée par le réseau, et plus globalement par une création de synergies, ces structures pourront renforcer considérablement leurs actions en tant qu'observatoires.

Le projet n'exclut pas les services de l'État. De manière directe, le projet bénéficiera aussi au secteur public (ministères sectoriels des pays concernés, agences nationales et collectivités locales) dans la mesure où les observatoires sont pour la plupart engagés dans des dynamiques

pluri-acteurs (société civile/gouvernements) et doivent travailler conjointement pour atteindre les résultats escomptés.

De manière indirecte, les agences bilatérales et multilatérales bénéficieront aussi du projet dans la mesure où les observatoires apporteront des données et informations quantitatives et qualitatives complémentaires (par rapport aux données « officielles ») nécessaires pour une connaissance du contexte et une intégration effectivement du genre à tous les niveaux de leurs interventions mais différentes et/ou alternatives de celles produites par les organismes gouvernementaux.

Enfin, les **bénéficiaires finaux** du projet seront l'ensemble des citoyens et citoyennes, qui bénéficieront d'actions et de politiques favorisant l'égalité et l'accès de tous et toutes à leurs pleins droits, entraînant par la même une réelle réduction de la pauvreté et un développement plus durable.

D- Modalités de mise en œuvre

1. Communication et capitalisation

En termes **d'information et de communication**, tout au long du projet, un travail de communication et diffusion active des activités et résultats du projet sera réalisé, à destination des institutions, des décideurs et de la société civile, au Nord et au Sud. Ainsi, depuis mai 2011, le projet s'est d'abord doté d'un espace internet spécifique : Réseau des Observatoires de l'Égalité de Genre (<http://www.genreenaction.net/spip.php?rubrique164>), avant la création du site internet entièrement dédié au projet : www.observatoiresdugendre.com. Ce dernier permet de rendre visible les avancées du projet autant que les parties prenantes. La plateforme en ligne « Observ'action » quant à elle (www.observaction.org) a été créée afin de renforcer la diffusion d'informations sur l'observation du genre dans des domaines spécifiques (changements climatiques, mouvements sociaux, indicateurs, sexualité...) définis en collaboration avec Bridge/IDS (partenaire technique et financier de Genre en Action sur cette activité). Cet espace collaboratif permet aux observatoires ainsi qu'aux autres acteurs-ices francophones du développement d'accéder facilement à des données, qualitatives et quantitatives, sur ces thématiques.

Dans sa newsletter mensuelle, Genre en Action communique activement sur le projet à l'égard des plus de 3 800 abonné-e-s, basé-e-s dans plus de 50 pays francophones.

La communication est multiforme et adaptée à différentes cibles. Sont visées spécifiquement par le projet : les ministères sectoriels des pays concernés, les structures d'aide au développement en France, les collectivités locales impliquées dans la coopération décentralisée (en France et en Afrique), la société civile et les agences multilatérales actives dans les pays du projet. Le projet fait un usage créatif des technologies de l'information et capitalise son expérience et ses outils pour mener un projet inclusif et limiter la fracture numérique.

La **capitalisation** des activités se fera de manière continue et de manière participative. Elle inclura la diffusion des résultats des activités, études, formations et discussions.

2. Impact du projet

Les pays francophones sont en retard quant à l'application de l'approche « genre » pour une

réelle élimination des discriminations à l'égard des femmes. Le projet « Réseau d'Observatoires de l'Égalité de Genre » revêt donc une importance stratégique dans le paysage francophone. Par son rôle de catalyseur, il peut avoir un impact significatif sur le rattrapage du retard francophone en matière de prise en compte du genre dans les politiques publiques mais aussi les programmes et projets de développement.

Loin de s'arrêter au simple constat des inégalités hommes/femmes, le projet propose une vision transversale et progressiste du développement, vers une pleine et entière démocratisation tant de sa durabilité que de sa conception et mise en œuvre. L'appui du projet aux observatoires existants ou en cours de création permettra de renforcer l'aide à la prise de décisions ainsi qu'à la formulation et au suivi des politiques publiques intégrant le genre. L'appui de tels dispositifs de la société civile ou émanant de structures ayant une certaine indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics contribue à l'efficacité du jeu démocratique et, plus particulièrement, à la gouvernance dans les pays et secteurs concernés en augmentant la transparence, en favorisant la reddition de compte et, plus globalement, l'appropriation des politiques publiques intégrant le genre. En ce sens, le projet renforce considérablement la capacité des observatoires à contribuer à la bonne gouvernance dans les pays concernés et à être vecteur de transformation au niveau micro, méso et macro.

Le « Réseau d'Observatoires de l'Égalité de genre » servira d'outil et de référence dans le domaine dans les pays francophones en général (Afrique subsaharienne, Maghreb, France notamment). Le ROEG pourra servir de moteur pour la prise en compte de l'approche genre et permettra de globalement renforcer les instruments capitaux pour le plaidoyer et la formulation de politiques publiques sensibles au genre. Si les pays francophones sont généralement très en retard concernant la mise en application de l'approche genre, et ce, dans tous les domaines, Genre en Action travaille activement pour que cette approche soit vue, pensée et comprise comme incontournable pour appréhender le développement, vers une pleine et entière démocratie tant dans sa durabilité que dans sa conception et mise en œuvre.

Par ailleurs, le travail qui sera réalisé dans le cadre du projet sur la préparation de l'agenda post-2015 permettra une réelle contribution de la société civile francophone aux phases de consultation et de définition de cet agenda, et contribuera ainsi à l'émergence des enjeux spécifiques du genre dans le monde francophone comme prioritaires pour un développement durable et juste.

3. Pérennité du projet et stratégie de sortie

Le projet prévoit une période de quatre ans pour créer, animer et soutenir une dynamique de réseau. Après cette période de lancement, quand le réseau aura atteint sa vitesse de croisière, Genre en Action délèguera la coordination pour devenir « simple membre » du ROEG, spécialisé sur certaines thématiques et espaces. La gouvernance du réseau sera alors adaptée à ce changement d'animation, et un processus d'animation tournante et collective sera mis en place. Cette pérennisation sera intégrée dès le début dans l'approche mise en œuvre, par un fonctionnement collectif et collégial de plus en plus poussé, et une coordination tournante permettant une réelle appropriation du réseau par le plus grand nombre de ses membres.

Le projet s'appuie sur l'amélioration des connaissances des structures jouant un rôle d'observatoires de l'(in)égalité de genre, à travers des formations, des échanges de bonnes pratiques et le renforcement mutuel des observatoires. Ce renforcement se traduira aussi par un renforcement de capacités en termes de plaidoyer, lequel aura pour conséquence indirecte l'amélioration des moyens disponibles pour les observatoires (financements par les institutions publiques, les gouvernements, les agences d'aide au développement etc.), la mise à disposition

d'outils et de méthodologies, permettant la pérennisation des observatoires.

Ainsi, ce renforcement des compétences, ainsi que la mise en réseau des observatoires à travers le Réseau et des outils collectifs (site internet du ROEG, site internet Observ'action, ...) sont un gage majeur de pérennité du projet.

4. Modalités de pilotage, de suivi et d'évaluation prévues par le projet

Le **pilotage du projet** s'appuie sur un comité composé de l'équipe technique de Genre en Action et des points focaux nommés par chaque observatoire membre du réseau. Ce comité assure la concertation régulière entre tous les participant-e-s du ROEG, planifie et suit les activités.

Le **suivi technique** est assuré par l'équipe technique de Genre en Action, plus précisément le/la chargé-e de mission ROEG appuyée par la/le coordinatrice-ur de Genre en Action. Le CA et le bureau de Genre en Action assurent le **suivi financier**, sur la base des documents réalisés par l'équipe technique ainsi que des documents comptables présentés par le/la trésorier-e et le/la comptable de Genre en Action.

Des **autoévaluations régulières** auront lieu entre les membres du réseau, sous la forme de mise en commun et d'analyse de bilans critiques. Si nécessaires, ces autoévaluations donneront lieu à des ajustements du fonctionnement et des activités concernées.

Par ailleurs, une **évaluation finale externe** sera réalisée à la fin du projet, sur la base de termes de référence développés par l'équipe de Genre en Action, par un évaluateur externe sélectionné sur appel d'offres. Pendant toute la durée du projet, un **système de revue par les pairs** sera développé au sein du groupe des personnes impliquées dans les observatoires afin de garantir la mise en œuvre des résultats au sein des différentes structures.